

(1)

(N° 242.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 AVRIL 1923.

Projet de loi amendant les articles 10, 12, 18 et 37 de la loi sur le gouver- nement du Congo Belge.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

C'est après dix ans de service à titre définitif que, d'après l'article 18 de la Charte, les magistrats ont droit à une pension. Le décret du 20 août 1912 a déterminé le montant de celle-ci.

Quant aux fonctionnaires administratifs, le régime actuel leur accorde une pension, dite pleine, à l'expiration de dix-huit années de services effectifs au Congo. Ils peuvent cependant être mis à la pension soit à leur demande, soit d'office, après quinze ou même douze ans de services effectifs. La mise à la pension d'office est déterminée éventuellement par la façon de servir des intéressés. Que leur mise à la pension ait lieu à leurs demande ou d'office, la pension leur est accordée en proportion de leur années de service, soit respectivement sur la base de 15/20 ou de 12/20 de la pension pleine. Des dispositions spéciales règlent la pension à accorder en cas d'inaptitude pour raison de santé. Dans le terme de dix-huit, quinze ou douze ans des fonctionnaires administratifs, la période de stage entre en ligne de compte.

Le Gouvernement estime désirable d'appliquer aux magistrats le même régime de pensions qu'aux fonctionnaires administratifs, ne serait-ce que pour favoriser le passage éventuel des docteurs en droit de la magistrature dans les services administratifs et vice-versa, selon la préférence témoignée par les intéressés au cours de leur carrière coloniale et suivant les besoins éventuels de l'un ou de l'autre de ces services.

Pour réaliser le but que se propose le Gouvernement, la modification de l'article 18 de la Charte Coloniale se montre donc nécessaire.

*
* *

D'autre part, en vertu de ce même article, tous les magistrats de carrière

— qu'ils fassent partie du parquet ou de la magistrature assise — définitivement nommés, sont soumis au double principe de l'irrévocabilité et de l'ina-movibilité. Il n'y a d'exception au principe d'irrévocabilité qu'en ce qui concerne le Procureur général. Quant au principe de l'ina-movibilité, les tempéraments indispensables qu'il subit ne laissent pas de le rendre appli-cable aux officiers du Ministère Public comme aux juges proprement dits.

Si ce double principe s'impose pour les magistrats assis puisque leur indépendance est une condition essentielle à la bonne administration de la justice, il n'en est pas de même pour les magistrats de Parquet. Ici, la dépendance envers le pouvoir exécutif dont ils sont les agents auprès des tribunaux est indispensable pour donner à son action l'unité et la vigueur qui doivent la caractériser ou pour la plier aux intérêts généraux dont il a la garde.

L'impossibilité de déplacer définitivement les officiers du Ministère Public sans leur consentement ou de les suspendre ou de les révoquer en dehors des conditions prévues par l'article 18 constitue une entrave à la bonne organisation de la justice et énerve l'autorité que le Gouvernement doit avoir sur ces magistrats, sans répondre, d'autre part, à un autre intérêt important.

Le législateur de 1908 a cru voir cet intérêt dans le fait que d'après les lois de compétence en vigueur dans la Colonie, les officiers du Ministère Public remplissent en même temps des fonctions de juge.

C'est là, tout au moins, le principal argument et le seul de nature à retenir l'attention, qui a déterminé le législateur à étendre aux magistrats du Parquet les garanties accordées aux juges assis.

On pourrait, à la rigueur, admettre la conséquence qui a été tirée de cet argument, si les officiers du Ministère Public étaient juges de questions dont le Gouvernement aurait un intérêt à vouloir dicter la solution. Mais, même en supposant que le Gouvernement de la Colonie puisse jamais adopter pareille attitude, il faut remarquer que ce genre de litige est de la compé-tence des juges proprement dits.

Pour éviter un danger plutôt purement théorique, on ne doit pas priver le Gouvernement colonial des pouvoirs qui lui sont aussi nécessaires pour assurer l'organisation et le bon fonctionnement du Ministère Public que pour organiser et faire fonctionner les autres branches de l'administration et qui appartiennent au Gouvernement en Belgique. Il est à remarquer que le fonctionnaire administratif revêtu de la qualité de juge tranche, d'une façon constante, des procès de la même importance que ceux qui sont de la com-pétence des officiers du Ministère Public. Aucun abus, aucune tentative de pression administrative n'a été signalé.

Un des objets du projet de loi ci-joint, est donc d'attribuer au Gouverne-ment, à l'égard des officiers du Ministère Public, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les lois de la Métropole.

* * *

Pour réaliser le premier objet en vue, à savoir la prolongation du terme

de service des magistrats, le projet dispose que les magistrats à titre définitif sont nommés pour dix-huit ans et qu'ils peuvent être renommés pour une nouvelle période de même durée.

Dans le premier terme de dix-huit ans est comprise la période de service accomplie par l'intéressé en qualité de magistrat à titre provisoire.

Il pourra toutefois être mis fin à la carrière des magistrats soit d'office, soit à leur demande, au bout de quinze et même de douze ans au cours de leur service en vertu d'une première nomination, et de trois en trois ans au cours de leur service en vertu d'une seconde nomination. Le temps de service ne pourra, toutefois, être réduit d'office à l'un de ces termes, en ce qui concerne les magistrats assis, que sur la proposition du Gouverneur général, pour les causes prévues par décret et de l'avis conforme du Tribunal d'appel.

Le droit de mettre fin à la carrière de magistrat à l'expiration d'une de ces périodes est justifié par l'impossibilité d'imposer à la Colonie la nécessité de conserver à son service des magistrats qui, sans s'être rendus coupables d'actes de nature à entraîner leur révocation, n'ont plus les qualités répondant aux obligations de leur charge.

Les conditions auxquelles le projet subordonne le droit pour le Gouvernement de mettre fin d'office à la carrière des juges et des juges suppléants leur assurent toutes les garanties nécessaires.

Ainsi se trouve concilié l'intérêt de prolonger le temps de service des magistrats avec l'intérêt que le législateur de 1908 avait en vue lorsqu'il a fixé à dix ans seulement la durée du terme des magistrats à titre définitif. Il craignait, en effet, qu'en prévoyant la nomination pour une période plus longue, la Colonie ne fut forcée de conserver à son service des magistrats dont la conduite, le travail ou les aptitudes auraient cessé de donner satisfaction.

Les magistrats de carrière qui obtiennent leur retraite après un terme minimum de douze années sont admis à la pension. Cette pension sera fixée par décret. Le Gouvernement se propose d'adopter pour les magistrats des règles analogues à celles fixées par le décret du 2 mars 1921 pour les fonctionnaires administratifs.

*
* * *

Il faut régler la situation des magistrats actuellement dans les cadres, au moment de la mise en vigueur de la présente loi. Tel est l'objet de l'article 2 édictant des dispositions transitoires.

Certains magistrats sont en cours de la période de service de dix ans en vertu d'une première nomination faite depuis l'annexion. Leur terme, à moins qu'ils ne manifestent l'intention de rester sous l'application des anciennes dispositions, est porté d'office à dix-huit ans. C'est ce que décide l'alinéa 1 de l'article 2.

D'autres ont été renommés après une première période de service de dix ans, commencée depuis l'annexion. Il serait évidemment excessif de porter à dix-huit ans le nouveau terme de ces magistrats. Aussi les dispositions transitoires disent-elles, dans l'alinéa 2, qu'à moins qu'ils ne manifestent l'intention

de rester sous l'empire des anciennes dispositions, c'est-à-dire d'achever leur second terme de service de dix ans, ces magistrats seront traités comme si leur première période de dix ans avait été faite en vertu d'une nomination pour un terme de dix-huit ans.

Il importe, d'autre part, de faire bénéficier les magistrats actuellement dans les cadres, qui optent pour le nouveau régime, de la disposition qui fait rentrer dans le terme de dix-huit ans la période accomplie comme magistrat à titre provisoire ou comme fonctionnaire territorial ou administratif. Mais aussi, pour harmoniser la situation des magistrats avec celle des fonctionnaires administratifs, faut-il ne pas faire entrer dans ce terme de dix-huit ans les périodes de congés qui y sont comprises sous la législation actuelle.

Tel est l'objet de l'alinéa 3 des dispositions transitoires qui abandonne au décret le soin de déterminer dans quelles conditions et limites le temps passé au service avant la mise en vigueur du décret sera imputé sur le terme de dix-huit ans.

Enfin, il faut un texte pour que les magistrats, auxquels les dispositions nouvelles *sur la durée du terme* seront applicables, en vertu des alinéas 1, 2 et 3 des dispositions transitoires, soient également soumis aux règles relatives à la *pension*. C'est l'alinéa 4 des dispositions transitoires.

*
* *

Quant au second point visé par le projet de loi et relatif aux officiers du Ministère Public, il est réglé par la disposition formant l'article 18*bis* prévu par l'article 1. Les garanties de l'immovibilité et de l'irrévocabilité sont ainsi réservées aux juges de carrière, comme dans la législation belge.

*
* *

Afin de répondre au vœu récemment émis au sein de la Commission de la Chambre chargée d'examiner les propositions financières pour l'année 1922, le projet de loi modifie l'article 12 de la loi coloniale de manière à permettre le vote du budget des recettes et des dépenses du Congo pour un exercice comportant deux années.

La réforme rend nécessaire la modification de deux autres articles de la loi coloniale : celle de l'article 10, où il est dit que *chaque* année, certains actes de la législation fiscale sont annexés en copie à l'Exposé des Motifs du projet de budget colonial; celle de l'article 37, disposant que *chaque* année, en même temps que le projet de budget colonial, il est présenté aux Chambres, au nom du Roi, un rapport sur l'administration du Congo Belge. Le projet pourvoit à cette double nécessité.

Le changement apporté au régime budgétaire de la Colonie n'est pas de nature à diminuer ou à restreindre le contrôle des Chambres législatives. Comme le budget métropolitain du Ministère des Colonies restera un budget annuel, le Parlement, en possession du rapport, continuera à avoir annuellement aussi une occasion spéciale pour examiner et discuter l'administration

et la politique coloniales. Mais l'expérience a établi que l'obligation de faire préparer chaque année au Congo et de proposer ensuite à la Législature un budget de recettes et de dépenses coloniales, provoque des retards et impose au personnel colonial un travail énorme, sans intérêt réel puisque, en fin de compte, les Chambres délibèrent longtemps après que l'exécution du budget a commencé, en vertu d'un arrêté royal signé conformément aux prescriptions de l'article 12 de la Charte Coloniale.

La solution que réalise le projet remédiera à cet inconvénient sans nuire au contrôle annuel des Chambres sur le Gouvernement de la Colonie.

Le Ministre des Colonies,

LOUIS FRANCK.



(6)

(Nr 242.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 APRIL 1923.

Wetsontwerp

tot wijziging der wet op het Beheer van Belgisch Congo (art. 10, 12, 18 en 37).

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Volgens artikel 18 uit de Akte hebben de magistraten na tien jaar werkelijken dienst, recht op pensioen. Bij decreet van 20 Augustus 1912 werd het bedrag hiervan vastgesteld.

Wat de beheersambtenaren betreft, verleent het tegenwoordig stelsel hun een pensioen, zoo gezegd volledig pensioen, bij het verstrijken van achttien werkelijke dienstjaren in Congo. Zij kunnen echter na vijftien jaar of zelfs na twaalf jaar werkelijken dienst, hetzij op eigen verzoek, hetzij van ambtswege op pensioen gesteld worden. Het op pensioen stellen van ambtswege wordt gebeurlijk veroorzaakt door de wijze waarop de belanghebbenden hunnen dienst verrichten. Dat hunne op pensioenstelling geschiede op eigen verzoek of van ambtswege, het pensioen wordt hun toegekend in verhouding van hun aantal dienstjaren hetzij respectievelijk op den voet van 15/20^{sten} of 12/20^{sten} van het volledig pensioen. Bijzondere bepalingen regelen het pensioen dat in geval van ongeschiktheid om gezondheidsredenen zal verleend worden. In den termijn van achttien, vijftien of twaalf jaar telt, voor de beheersambtenaren, de proeftijd mede.

Het Beheer acht het wenschelijk op de magistraten hetzelfde pensioenstelsel toe te passen als op de beheersambtenaren, al ware het maar om den gebeurlijken overgang der doctoren in de rechten bij de magistratuur in de administratieve diensten te bevoordeelingen en omgekeerd, volgens den voorkeur door de belanghebbenden tijdens hunne koloniale loopbaan betuigd en naar gelang de gebeurlijke noodwendigheden van den eenen of anderen dezer diensten.

Om het doel te verwezenlijken dat het Beheer beoogt, blijkt dus de wijziging van artikel 18 der Koloniale Akte noodzakelijk.

Anderzijds, krachtens ditzelfde artikel, wordt op alle eigenlijke voorgoed benoemde magistraten — of zij deel uitmaken van het parket of tot de rechters en raadsheeren behooren — het tweevoudig beginsel van onherroepelijkheid en onafzetbaarheid toegepast. Voor het beginsel der onherroepelijkheid wordt er slechts uitzondering gemaakt voor den Procureur Generaal. Wat het beginsel der onafzetbaarheid betreft, zijn de onvermijdelijke temperingen die het ondergaat geen beletsel om het van toepassing te brengen op de officieren van het Openbaar Ministerie alsmede op de eigenlijke rechters.

Zoo dit dubbel beginsel moet toegepast worden op de gezetene magistraten aangezien hunne onafhankelijkheid eene noodzakelijke voorwaarde uitmaakt tot het goed beheer van het gerecht, is zulks niet het geval voor de magistraten van het Parket. De afhankelijkheid jegens de uitvoerende macht, waarvan zij, bij de rechtbanken de beambten zijn, is hier onontbeerlijk om aan hare werking de eenheid en de kracht te geven, die hare kenmerken de eigenschappen moeten uitmaken of om haar te schikken naar de algemeene belangen, waarover deze macht te waken heeft.

De onmogelijkheid de officieren van het Openbaar Ministerie, zonder hunne toestemming voorgoed te verplaatsen of hen, buiten de voorwaarden bij artikel 18 voorzien, te schorsen of af te zetten maakt een hinderpaal uit voor de goede inrichting van het gerecht en ontzenuwt het gezag dat het Beheer over zijne magistraten moet hebben, zonder anderzijds, aan een gewichtig belang te beantwoorden.

De wetgever van 1908 heeft gemeend dit belang te bespeuren in het feit dat volgens de bevoegheidswetten in de Kolonie van kracht, de officieren bij het Openbaar Ministerie te zeldertijd het ambt van rechter uitoefenen.

Daarin ligt ten minste het voornaamste en het eenige betoog dat aandacht verdient en waardoor de wetgever besloten heeft aan de magistraten van het Parket de waarborgen te verleen welke aan de zittende rechters toegekend zijn.

Strikt genomen, zou men het gevolg dat uit dit besluit getrokken wordt, kunnen aannemen, zoo de officieren van het Openbaar Ministerie uitspraak hadden te doen in kwesties waarbij het Beheer belang zou hebben eene oplossing te willen voorschrijven. Doch, zelfs in de veronderstelling dat het Beheer der Kolonie ooit dergelijke houding zoude aannemen, valt er op te merken dat dusdanige geschillen tot de bevoegdheid der eigenlijke rechters behooren.

Ten einde een gevaar te voorkomen, dat eerder zuiver theoretisch is, moet men het Koloniaal Beheer niet berooven van de macht dat het evenzeer noodig heeft om de inrichting en de goede werking van het Openbaar Ministerie te verzekeren als om de andere vakken van het bestuur die van het Beheer in België afhangen in te richten en te doen werken. Er valt op te merken dat de beheersbeambte die met de hoedanigheid van rechter bekleed is, op bestendige wijze gedingen beslecht welke hetzelfde belang hebben als deze die met de bevoegdheid der officieren van het Openbaar Ministerie strooken. Er werd op geen enkel misbruik, geen enkele drukking vanwege het Beheer gewezen.

Een der oogmerken van het hierbijliggend wetsontwerp heeft dus voor doel aan het Beheer ten opzichte der officieren van het Openbaar Ministerie de macht te verleenen, die aan hetzelfde door de wetten van het Moederland toegekend zijn.

* * *

Ten einde het eerstbedoelde oogmerk, namelijk de verlenging van den diensttermijn der magistraten, te verwezenlijken, beslist het ontwerp dat de voorgoed benoemde magistraten voor achttien jaar benoemd worden en dat zij voor eene nieuwe periode van denzelfden duur mogen herbenoemd worden.

In den eersten termijn van achttien jaren is de dienstperiode begrepen welke door den belanghebbende in hoedanigheid van magistraat te voorloopigen titel volbracht werd.

Er zal evenwel aan den loopbaan der eigenlijke magistraten, hetzij van ambtswege, hetzij op hunne aanvraag, een einde kunnen gesteld worden na vijftien en zelfs na twaalf jaar dienstbetrachting krachtens eene eerste benoeming en van drie tot drie jaar dienstbetrachting, krachtens eene tweede benoeming. De dienstdtijd zal evenwel van ambtswege niet tot op een dezer termijnen mogen verminderd worden, voor wat de gezetene magistraten betreft, dan op voorstel van den Algemeen Gouverneur, voor de oorzaken bij decreet voorzien en volgens eensluidend advies van de Rechtbank van Beroep.

Het recht, bij het verstrijken van een dezer perioden, een einde te stellen aan de loopbaan van magistraat, wordt gewettigd door de onmogelijkheid aan de Kolonie de verplichting op te leggen, magistraten in haren dienst te houden die, zonder zich te hebben plichtig gemaakt aan daden van dien aard dat zij hunne afzetting voor gevolg zouden hebben, toch aan de hoedanigheden tot de vervulling van hun ambt vereischt niet meer beantwoorden.

De voorwaarden waaraan het ontwerp het recht voor het Beheer afhankelijk maakt om van ambtswege een einde te stellen aan de loopbaan der rechters en plaatsvervangende rechters, geeft hun de verzekering nopens alle noodige verwaarborgingen.

Aldus is het belang, de dienstdtijd der magistraten te verlengen, vereenigd met het belang dat de wetgever in 1908 voor oogen had wanneer hij slechts op tien jaar den duur van den dienstdtijd der voorgoed benoemde magistraten bepaalde. Hij vreesde inderdaad dat met de benoeming voor eene langere periode te voorzien, de Kolonie er toe gedwongen zou zijn, magistraten in haren dienst te houden, wier gedrag, werk of bekwaamheden geen voldoening meer zouden geven.

De eigenlijke magistraten die, na eenen minimum termijn van twaalf jaar hun ontslag bekomen, worden tot het pensioen toegelaten. Dit pensioen wordt bij decreet vastgesteld. Het Beheer is van zins voor de magistraten de regels aan te nemen welke gelijkaardig zijn met deze bij decreet van 2 Maart 1921 op de ambtenaren van het Beheer vastgesteld.

* * *

De toestand der thans in de kaders zijne magistraten dient op het oogenblik der invoegetreding van de huidige wet geregeld. Dit maakt het voorwerp uit van artikel 2 dat de overgangsbepalingen uitvaardigt.

Zekere magistraten volbrengen tegenwoordig de dienstperiode van tien jaar, krachtens eene eerste benoeming sedert de overname gedaan. Hun diensttermijn wordt van ambtswege op achttien jaar gebracht tenware zij het verlangen te kennen geven, onder de toepassing der vroegere schikkingen te blijven. Dat is het, wat lid 1 van artikel 2 beslist.

Anderen werden herbenoemd na eene eerste periode van tien jaar dienst, sedert de overname begonnen. Het zou zeker overdreven zijn den nieuwen termijn dezer magistraten op achttien jaar te brengen. De overgangsbepalingen zeggen dan ook in lid 2, dat, ten ware zij het verlangen uitdrukken onder het stelsel der vroegere schikkingen te blijven, 't is te zeggen hunnen tweeden diensttermijn van tien jaar te voleindigen -- deze magistraten zullen behandeld worden, als ware hunne eerste periode van tien jaar, krachtens eene benoeming voor eenen termijn van achttien jaar volbracht.

Anderzijds is het noodig de magistraten, die tegenwoordig in de kaders zijn en het nieuw stelsel kiezen, van de schikking te doen genieten welke de periode als magistraat te voorloopigen of als gewest- of beheersbeambte doorgebracht, tot den termijn van achttien jaar doet behooren. Maar ook, om den toestand der magistraten met dezen der beheersbeambten in overeenstemming te brengen, moet men tot dezen termijn van achttien jaar de verlofsperioden niet doen behooren, welke er onder de tegenwoordige wetgeving bijrekend worden.

Zoo is de bedoeling van lid 3 der overgangsbepalingen dat aan het decreet de zorg laat vast te stellen, binnen welke voorwaarden en perken de tijd aan den dienst besteed, vóór het in voege brengen van het decreet, op den termijn van achttien jaren zal overgebracht worden.

Eindelijk is er een tekst noodig opdat de magistraten waarop de nieuwe schikkingen *voor den duur van den termijn*, krachtens lid 1, 2 en 3 der overgangsbepalingen, toepasselijk zijn, eveneens aan de regels betreffende *het pensioen* onderworpen wezen. Dit vormt lid 4 der overgangsbepalingen.

* * *

Wat het tweede punt betreft door het wetsontwerp bedoeld en dat betrekking heeft op de officieren van het Openbaar Ministerie, dit wordt geregeld door de schikking welke artikel 18*bis* uitmaakt bij artikel 1 voorzien. De verwaarborgingen nopens de onafzetbaarheid en onherroepelijkheid zijn aldus, evenals in de Belgische wetgeving aan de eigenlijke rechters voorbehouden.

* * *

Ten einde aan den wensch onlangs in den schoot van de Commissie der Kamer geuit, die met het onderzoek der financiële voorstellen voor het jaar 1922 belast is, wijzigt het wetsontwerp artikel 12 uit de Koloniale wet op zulke wijze dat de stemming voor de begrooting der ontvangsten en uit-

gaven van Congo voor een dienstjaar dat uit twee jaren bestaat, worde toegelaten.

De hervorming maakt het noodig twee andere artikelen uit de Koloniale wet te wijzigen : artikel 10, waarin er gezegd wordt dat *ieder jaar* eenige akten der fiscale wetgeving in afschrift bij de Memorie van Toelichting van het ontwerp der Koloniale begrooting, zullen gevoegd worden; artikel 37, waarin besloten wordt dat er *ieder jaar*, te zelfdertijd met het ontwerp der koloniale begrooting, aan de Kamers, van 's Konings wege, een verslag over het beheer van Belgisch Congo wordt voorgelegd. Het ontwerp voorziet in deze dubbele noodwendigheid.

De wijziging welke aan het begrootingstelsel der Kolonie werd toegebracht, is niet van zulken aard dat zij het toezicht der Wetgevende Kamers verminderd of inkort. Daar de begrooting van het Ministerie van Koloniën in het moederland eene jaarlijksche begrooting blijft, zal het Parlement, in het bezit zijnde van het verslag, ook ieder jaar eene bijzondere gelegenheid blijven behouden om het koloniaal beheer en de koloniale politiek na te gaan en te bespreken. De ondervinding heeft echter vastgesteld dat de verplichting ieder jaar eene begrooting der koloniale inkomsten en uitgaven in Congo te laten opmaken en deze daarna aan de Wetgeving voor te leggen, een groot verlet te weeg brengt en aan het koloniaal personeel een zwaar werk oplegt, dat overigens maar weinig nut oplevert, aangezien de Kamers, op slot van rekening, nog lang beraadslagen na dat de uitvoering der begrooting reeds begonnen is, krachtens een Koninklijk besluit dat, overeenkomstig de voorschriften van artikel 12 uit de Koloniale Akte, geteekend wordt.

De door het ontwerp gegeven oplossing zal dit bezwaar verhelpen zonder aan het jaarlijksch toezicht der Kamers op het Beheer der Kolonie eenig nadeel te berokkenen.

De Minister van Koloniën,

LOUIS FRANCK.



(6)

PROJET DE LOI

amendant les articles 10, 12, 18 et 37
de la loi sur le Gouvernement du
Congo belge.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi, dont la teneur
suit, sera présenté, en Notre nom,
aux Chambres législatives, par Notre
Ministre des Colonies.

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont
apportées à la loi sur le Gouverne-
ment du Congo belge :

Art. 10. — Le premier alinéa est
remplacé comme suit :

« Aucune taxe douanière, aucun
» impôt ni aucune exemption d'im-
» pôt ne peuvent être établis que
» par un acte législatif. Les nou-
» veaux décrets et ordonnances
» législatives qui les ont établis
» sont annexés en copie à l'Exposé
» des Motifs du premier projet de
» budget colonial qui sera soumis
» aux Chambres législatives. »

WETSONTWERP

tot wijziging der wet op het Beheer
van Belgisch Congo (art. 10, 12,
18 en 37).

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil:*

Op voorstel van Onzen Minister
van Koloniën,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Het wetsontwerp, waarvan de
inhoud volgt, zal in Onzen naam,
door Onzen Minister van Koloniën
aan de Wetgevende Kamers voor-
gelegd worden.

ARTIKEL EÉN.

De volgende wijzigingen zijn aan
de wet op het Beheer van Belgisch-
Congo aangebracht :

Art. 10. — Het eerste lid wordt
gewijzigd als volgt :

« Geen tolrecht of belasting mag
» ingevoerd, nog eenige vrijstelling
» van belasting verleend worden,
» tenzij bij eene wetgevende akte.
» De nieuwe decreten en wetge-
» vende akten, waarbij zij werden
» ingevoerd, zijn in afschrift bij de
» Memorie van Toelichting van het
» eerste ontwerp van koloniale
» begroting gevoerd, die aan de
» Wetgevende Kamers zal onder-
» worpen worden. »

Art. 12. — Les deux premiers alinéas sont remplacés comme suit :

« Le budget des recettes et des dépenses de la Colonie est arrêté par la loi pour un exercice de deux années.

» Deux mois au moins avant l'ouverture de l'exercice, le projet de budget est imprimé et distribué aux membres des Chambres législatives par les soins du Ministère des Colonies. »

Art. 18. — Cet article est remplacé par les articles 18 et 18^{bis} ci-après :

« *Art. 18.* — Après avoir désignés provisoirement pour une période de service effectif dont la durée ne peut excéder trois ans, les magistrats de carrière sont nommés définitivement par le Roi, pour un terme de dix-huit ans. Toutefois, dans les cas prévus par décret, ils peuvent être nommés définitivement par le Roi, sans avoir été désignés à titre provisoire.

» Le terme de dix-huit ans pour lequel les magistrats sont nommés définitivement, comprend le temps de service effectif accompli par eux en qualité de magistrat à titre provisoire ou dans tout service autre que la magistrature.

» A la demande des intéressés, ou d'office, il peut être mis fin à la carrière des magistrats nommés à titre définitif, dans l'année qui, au cours du premier terme de dix-huit ans, suit la 12^e ou la 15^e année de leurs services et, au cours d'un second terme, suit chaque période triennale de ser-

Art. 12. — Lid één en twee worden vervangen als volgt :

« De begrooting van inkomsten en uitgaven der Kolonie wordt voor eenen diensttermijn van twee jaren bij de wet vastgesteld.

» Ten minste twee maanden vóór den aanvang van het dienstjaar, wordt, door de zorgen van het Ministerie van Koloniën, het ontwerp der begrooting gedrukt en aan de leden van de Wetgevende Kamers rondgedeeld. »

Art. 18. — Dit artikel wordt door de hier onderstaande artikelen 18 en 18^{bis} vervangen.

« *Art. 18.* — Na voorloopig te zijn aangewezen voor een tijdperk van ten hoogste drie jaren werkelijken dienst, worden de eigenlijke magistraten door den Koning voorgoed benoemd voor eenen termijn van achttien jaren. Zij kunnen evenwel in de gevallen bij decreet voorzien, door den Koning voorgoed benoemd worden zonder te voorloopigen titel te zijn aangeduid geweest.

» De termijn van achttien jaar waarin de magistraten voorgoed benoemd zijn, bevat den tijd van werkelijken dienst door hen in hoedigheid van magistraat te voorloopigen titel of in elken dienst buiten de magistratuur vervuld. »

» Op aanvraag der belanghebbers of van ambtswege, kan er aan de loopbaan der voorgoed benoemde magistraten een einde gesteld worden in het jaar dat, tijdens den loop van den eersten termijn van achttien jaren, na hun 12^{de} of 15^{de} dienstjaar komt en, tijdens den loop van een

» vices effectifs depuis leur reno-
 » mination. Il ne peut être mis fin
 » d'office à la carrière des juges et
 » des juges suppléants, selon les
 » prévisions de l'alinéa précédent,
 » que sur la proposition du Gou-
 » verneur général, pour les causes
 » déterminées par décret, et de
 » l'avis conforme du Tribunal
 » d'appel.

» Les magistrats de carrière qui
 » obtiennent leur retraite après un
 » terme de douze années au mini-
 » mum, sont admis à la pension.

» Les traitements, congés et
 » pensions sont fixés par décret. »

« *Art. 18bis.* — Les juges de car-
 » rière définitivement nommés ne
 » peuvent plus être déplacés sans
 » leur consentement que pour des
 » besoins urgents et par mesure
 » provisoire.

» Toutefois, les juges suppléants
 » de première instance peuvent être
 » déplacés sans leur consentement
 » dans le ressort du tribunal de
 » première instance auquel ils sont
 » attachés; ils peuvent être déplacés
 » hors du ressort si des modifica-
 » tions sont apportées aux cir-
 » conscriptions judiciaires dans
 » lesquelles ils exercent leurs fonc-
 » tions.

» Dans tous les cas de déplace-
 » ment, les juges de carrière défini-
 » tivement nommés reçoivent un
 » traitement au moins équivalent à
 » celui qui était attaché à leurs
 » anciennes fonctions.

» tweeden termijn, na elk driejaar-
 » lijksch tijdsbestek van werke
 » lijken dienst sedert hunne herbe-
 » noeming. Er kan van ambtswege,
 » volgens de voorzieningen van het
 » voorgaande lid, geen einde ge-
 » steld worden aan den loopbaan
 » der rechtersen plaatsvervangende
 » rechters dan op voorstel van
 » den Algemeenen Gouverneur,
 » voor de oorzaken bij decreet be-
 » paald en bij eensluidend advies
 » van de Rechtbank van beroep.

» De eigenlijke magistraten die
 » na minimum termijn van twaalf
 » jaren hun ontslag bekomen,
 » worden tot het pensioen toege-
 » laten.

» De jaarwedden, verloven en
 » pensioenen worden bij decreet
 » vastgesteld. »

« *Art. 18bis.* — De eigenlijke
 » rechters voorgoed benoemd, mo-
 » gen niet meer verplaatst worden
 » zonder hunne toestemming, tenzij
 » het dringend noodig is en bij wijze
 » van voorloopigen maatregel.

» De plaatsvervangende rechters
 » van eersten aanleg mogen even-
 » wel zonder hunne toestemming
 » verplaatst worden in het gebied
 » van de rechtbank van eersten aan-
 » leg waartoe zij behooren; zij mo-
 » gen buiten het gebied verplaats
 » worden zoo er wijzigingen zijn
 » aangebracht aan de rechterlijke
 » omschrijvingen waarin zij hun
 » ambt vervullen.

» In alle gevallen van verplaatsing
 » ontvangen de eigenlijke voorgoed
 » benoemde rechters eene jaar-
 » wadde ten minste gelijkstaande
 » met die aan hun vroeger ambt
 » verbonden.

» Le Roi a le droit de suspendre
 » et de révoquer les magistrats du
 » Parquet. Il ne peut suspendre ni
 » révoquer les autres magistrats de
 » carrière définitivement nommés
 » que sur la proposition du Gouver-
 » neur général, pour les causes
 » prévues par décret et de l'avis
 » conforme du tribunal d'appel. »

Art. 37. — Le premier alinéa
 est remplacé comme suit :

« Chaque année, avant la fin du
 » mois d'octobre, il est présenté aux
 » Chambres, au nom du Roi, un
 » rapport sur l'administration du
 » Congo Belge. »

ART. 2.

Les dispositions ci-après régleront
 transitoirement la situation des ma-
 gistrats dans les cadres au moment
 de la mise en vigueur de la présente
 loi :

« Le terme des magistrats à titre
 » définitif dans les cadres au mo-
 » ment de la mise en vigueur de la
 » présente loi, est porté d'office à
 » dix-huit ans, à moins que, dans
 » les formes et délais déterminés
 » par décret, le magistrat ne mani-
 » feste l'intention de rester sous
 » l'application des anciennes dispo-
 » sitions.

» Toutefois, ceux d'entre eux qui
 » ont été renommés après avoir
 » accompli une première période de
 » dix ans de service à titre définitif,
 » seront considérés comme si cette
 » première période de dix ans avait
 » été faite en vertu d'une nomina-

» Aan den Koning behoort het
 » recht de magistraten van het Par-
 » ket te schorsen of te ontslaan. De
 » overige eigenlijke magistraten die
 » voorgoed benoemd zijn, mag Hij
 » slechts schorsen of ontslaan op
 » voorstel van den Algemeen Gou-
 » verneur en wel om de redenen
 » bij decreet voorzien en bij een-
 » sluidend advies van de Recht-
 » bank van beroep. »

Art. 37. — Het eerste lid wordt
 vervangen als volgt :

« Telken jare, vóór het einde der
 » maand October, wordt aan de
 » Kamers, in 's Konings naam, een
 » verslag aangeboden over het be-
 » heer van Belgisch-Congo. »

ART. 2.

De hierna vermelde schikkingen
 zullen, bij overgangswijze, den toe-
 stand der magistraten in de kaders,
 op het oogenblik van het in voege
 brengen der tegenwoordige wet,
 regelen :

« De termijn der voorgoed be-
 » noemden magistraten in de kaders
 » op het oogenblik van het in voege
 » brengen der tegenwoordige wet,
 » wordt van ambtswege op achttien
 » jaar gebracht, ten ware, in de
 » vormen en uitstellen bij decreet
 » bepaald, de magistraat het inzicht
 » te kennen geve onder de toe-
 » passing der vroegere schikkingen
 » te blijven.

» Deze onder hen die evenwel
 » opnieuw benoemd werden, na
 » eene eerste periode van tien jaar
 » werkelijken dienst, zullen be-
 » schouwd worden als ware deze
 » eerste periode van tien jaren
 » gedaan geweest krachtens eene

» tion pour un terme de dix-huit
 » ans, à moins que dans les formes
 » et délais déterminés par décret,
 » ils ne manifestent l'intention de
 » rester sous l'application des an-
 » ciennes dispositions.

» Sur le terme de dix-huit ans
 » prévu aux alinéas 1 et 2 ci-dessus,
 » s'impute dans les conditions et
 » limites déterminées par décret,
 » tout le temps passé antérieure-
 » ment à la mise en vigueur de la
 » présente loi au service de la Colo-
 » nie et de l'État Indépendant du
 » Congo, soit comme magistrat à
 » titre définitif ou à titre provisoire,
 » soit dans tout service autre que la
 » magistrature.

» Les autres dispositions de l'ar-
 » ticle 18 de la loi du 18 octobre
 » 1908 tel qu'il résulte de la pré-
 » sente loi, s'appliquent aux magis-
 » trats dans les cadres au moment
 » de la mise en vigueur de la pré-
 » sente loi, à moins qu'ils n'optent
 » pour le régime antérieur, dans les
 » conditions et formes prévues aux
 » aux alinéas 1 et 2 des dispositions
 » transitoires ci-dessus. »

Donné à Bruxelles, le 5 avril 1923.

» benoeming voor eenen termijn
 » van achttien jaren, ten ware zij,
 » in de vormen en tijdperken bij
 » decreet bepaald, het inzicht te
 » kennen geven onder toepassing
 » der vroegere schikkingen te blij-
 » ven.

» Op den termijn van achttien
 » jaren bij lid 1 en 2 hierboven ver-
 » meld voorzien, wordt, binnen de
 » voorwaarden en perken bij de-
 » creet vastgesteld, gansch den tijd
 » aangerekend, vroeger doorge-
 » bracht dan in werkingstellen der
 » tegenwoordige wet in dienst van
 » de Kolonie en den Onafhankelijke
 » Congostaat, hetzij als magistraat,
 » voorgoed of te voorloopigen titel
 » benoemd, hetzij in elken anderen
 » dienst buiten de magistratuur.

» De andere schikkingen van arti-
 » kel 18 uit de wet van 18 October
 » 1908, zooals uit de tegenwoordige
 » wet blijkt, zijn toepasselijk op de
 » magistraten in de kaders op het
 » oogenblik van het inwerking tre-
 » den der tegenwoordige wet ten
 » ware zij binnen de voorwaarden
 » en vormen bij lid 1 en 2 der hier-
 » boven vermelde overgangsbepa-
 » lingen voorzien, het vroeger stel-
 » sel zouden verkiezen. »

Gegeven te Brussel, den 5 April
 1923.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

LOUIS FRANCK.